

ACTION

21 MAI 1968

n° 3

Prix minimum : 0,50F



Le vendredi 17 mai, pour la première fois en France, une manifestation étudiante a pris le chemin d'une usine occupée par les travailleurs : Renault.

camarades

Une semaine d'affrontements avec l'Etat et sa police, le recul du gouvernement huit jours en mai ont réveillé le pouvoir de la rue. L'Etat fort gaulliste a craqué. Pour intimider le mouvement, pour le casser, il a déployé son arsenal policier, dévoilant au grand jour sa nature répressive. En refusant de plier, le mouvement étudiant a trouvé un écho puissant chez les travailleurs et notamment les jeunes, provoquant l'entrée en action des syndicats et entraînant ainsi la plus grande démonstration de force du mouvement ouvrier depuis le début de la V^e République. La classe ouvrière a mesuré sa puissance, placé à cette hauteur ses objectifs, ajusté ses formes de lutte.

Jusqu'à présent, le rythme de la vie politique

suivait le rythme des alliances électorales, à quelques décalages près. Les présidentielles et le gouvernement de la gauche unie, voilà la perspective sur laquelle les partis « démocratiques » et les syndicats ont fait jusqu'à les grandes journées annuelles de lutte. L'accumulation des tensions sociales contenues jusque-là dans certaines limites ou débordant lors d'explosions partielles (Rodhiacéta, Redon, Le Mans, Caen) vient brusquement d'éclater. La lutte étudiante a débloqué les verrous parce que le mouvement a heurté de front le pouvoir et a su lui résister. Reprenant conscience que la lutte était payante, la vague ouvrière a déferlé : six millions de

(Suite page 2.)

LES PLANS DE L'ENNEMI

« La question du pouvoir est posée. » Il y a une semaine la presse bourgeoise et réformiste n'y croyait pas. Aujourd'hui chacun répète la formule — il faut préciser quel pouvoir ? Il ne s'agit plus du pouvoir de tel ou tel ministre. Plus personne ne s'intéresse aux idées qui se bousculent dans la tête de M. Peyrefitte : il ne compte plus. Il ne s'agit pas du pouvoir de tel ou tel premier ministre gaulliste. Pompidou a parlé ; s'il s'appelait Giscard ce serait la même chose. Deux « questions du pouvoir » se posent maintenant : la question du pouvoir gaulliste et la question du pouvoir de la bourgeoisie. La bourgeoisie française vivait tranquille, elle

possédait « ses » usines. Elle pouvait prétendre « construire » l'Europe, c'est-à-dire organiser un concours avec la bourgeoisie allemande, italienne, etc. : qui exploitera le mieux « son » ouvrier ? Aujourd'hui, elle a peur, quand la classe ouvrière occupe les usines, la question décisive n'est plus : qui est premier ministre ? (gaullisme ou pas gaullisme), mais : à qui appartiennent les usines ? (capitalisme ou socialisme). La bourgeoisie va manœuvrer pour masquer le problème, retarder l'échéance. Mais elle aussi veut aller vite : pour que ses affaires « reprennent », pour qu'elle puisse investir en

(Suite page 2.)

S'ORGANISER

Dimanche 19, dans le grand amphithéâtre de l'institut Michelet s'est tenue la première assemblée des délégués des comités d'action. Plus de deux cents personnes représentant 148 de ces comités d'action qui se sont créés, un peu partout. Depuis le 3 mai, les comités d'action sont nés, dans l'action, du constat de l'impuissance des organisations traditionnelles à organiser sérieusement la lutte. Impuissance naturelle puisque le formidable mouvement de masse en cours de développement ne s'embarrasse pas du clivage politique-syndical et que l'exigence première des militants est de ne plus s'en remettre à d'autres pour mener l'action, mais de participer eux-mêmes aux débats et aux luttes. Les comités d'action sont des comités de base, où l'unité se fait pour l'action. Leur nature est politique. Leur combat est politique. Ils ne sont ni des commissions d'études ni des assemblées de discussions. Ils sont des groupes de 10 à 30 personnes qui se réunissent facilement, fréquemment pour arrêter leurs positions et entamer une action. Les militants qui y participent apprennent rapidement à se connaître et à travailler ensemble. Que font-ils ? L'assemblée de dimanche devait fournir quelques exemples : tel comité d'étudiants en sociologie est allé faire un meeting-discussion à la sortie de la Thomson, tel autre comité de quartier est allé tenir un meeting improvisé, puis a organisé une collecte place des Fêtes, de Belleville. Un troisième comité s'est battu au sein de l'assemblée des étudiants de sa discipline pour empêcher la reprise en main du mouvement étudiant par la hiérarchie professorale. Un quatrième a

(Suite page 3.)

Camarades

(Suite de la première page)

grévistes terminent la deuxième semaine de bataille.

Le régime gaulliste peut être secoué avec autrement plus de puissance par la force sociale de la classe ouvrière.

Cela veut-il dire que le mouvement étudiant doit abandonner la course après avoir fait passer le flambeau « de ses mains fragiles » dans les mains vigoureuses du prolétariat ?

Allons-nous retourner à nos chères études regrettamment troublées par les barricades ? Allons-nous préparer dans l'ordre, chacun dans son coin, notre examen, notre carrière et nous mijoter une « université démocratique » ? Allons-nous nous détourner des luttes sociales qui sont en train d'exploser après avoir fait justement la preuve que le mouvement étudiant pouvait déclencher des luttes politiques ?

Il faut en finir avec les ghettos universitaires et étudiants ! Pas de cordon sanitaire autour des usines et des facultés !

Nous pouvons aujourd'hui rejoindre sur le même terrain, sinon avec les mêmes armes, les luttes ouvrières contre l'Etat gaulliste.

L'unité, ce n'est pas seulement l'alliance électorale. Elle ne doit pas être défendue par le seul bulletin de vote. Elle ne se construit pas par la somme disparate de luttes sur des objectifs soigneusement séparés : d'un côté, les luttes sociales ouvrières, de l'autre les luttes universitaires étudiantes. L'unité c'est la jonction des luttes sur un terrain commun.

Sommes-nous des romantiques, des idéalistes et des phraseurs ou sommes-nous de dangereux aventuriers qui risqueraient de dévoyer le mouvement ouvrier ?

Qu'avons-nous à apporter ?

Quels sont nos moyens de lutte ?

Nul ne peut ignorer que le mouvement étudiant est entré dans une seconde phase après une semaine de lutte contre le pouvoir.

S'il n'y a pas eu ressac, il y a eu en tout cas flottement.

Subitement entré dans la vie politique active, et pendant un temps en pointe de la lutte, le mouvement étudiant n'est pas né tout armé. Il a su trouver spontanément les formes de lutte dans la rue, avec maturité et discipline. Confusément, il cherche des formes d'organisation de masse : de l'improvisation parfois, mais surtout transitoirement un empirisme inévitable. Cette période doit prendre fin. Nous avons démontré par l'expérience d'une semaine les défauts d'une démocratie directe mal comprise, risquent de désorganiser le mouvement.

Organisons-nous !

Développons les comités d'action. Dégageons des formes d'intervention et d'expression efficaces : plus de comités géants et fluctuants.

Sur un autre plan, le mouvement est en train de dégager ses objectifs encore une fois avec une certaine confusion.

Il s'est pendant un temps laissé déborder par le problème des examens, placé par certains au centre des débats, pour mieux enrayer le mouvement.

Il fallait régler ce problème, amorcer une solution transitoire pour pouvoir avancer.

Tant sur le plan des luttes engagées début mai contre le régime que sur celui du front universitaire.

DU GHETTO A LA VICTOIRE

Car si le mouvement devait se porter résolument en dehors des facultés, faire éclater le ghetto universitaire qui se reformait, il est non moins évident que le mouvement devait, doit et devra maintenir un front de luttes universitaires.

Cette exigence n'est pas celle d'un réformisme universitaire permettant le retour progressif des mandarins en enlisant les étudiants dans les pires travers d'un nouveau conformisme, fût-il « radical ».



Photo Elie Kogan

Pour la politique aussi, la fac est trop petite.

Elle est motivée aussi et surtout par ce fait que le terrain universitaire constitue de plus en plus un terrain capital : l'accusation de la réalité répressive de l'université, de son rôle de plus en plus important dans le processus de reproduction de la société, sa participation active au cimentement de l'ordre établi (cf sciences humaines en particulier), le rôle de la science et de la recherche dans le développement économique nécessitent à l'université la constitution d'un pouvoir de contestation permanente, de ses finalités, de son idéologie, du contenu de ses « productions ».

Mais nous devons à tout prix éviter l'écueil du repli sur les luttes universitaires.

Le mouvement n'a pas vécu après une semaine de luttes sur son seul capital d'enthousiasme. L'enthousiasme révolutionnaire s'use vite sans perspectives. Le courant politique jailli en milieu étudiant ne va pas tarir. Il a trouvé sa voie naturelle : rejoindre la vague des luttes ouvrières qui après lui déferle contre l'Etat gaulliste. Face aux nouvelles menaces de répressions policière et judiciaire, le mouvement étudiant doit intervenir tout de suite. Il a les moyens de concrétiser sa campagne de dénonciation du régime en s'appuyant par exemple sur le procès des hommes de la répression des journées de mai, Grimault-Fouchet. Voici un terrain où nos luttes rejoignent immédiatement les luttes ouvrières. Leurs objectifs, l'envergure de leur action exigent plus qu'une solidarité verbale, un soutien politique.

Le mouvement étudiant le manifesterà dans la rue et à la porte des usines. La crise du pouvoir est ouverte. Même si l'alternative concrète posée par les partis se traduit par un gouvernement de la « gauche » traditionnelle, les implications de la lutte sont d'une tout autre portée ; sinon par les partis, du moins dans les usines et dans la rue, le jeu de patience des cartes électorales a disparu derrière les luttes de masse. Et c'est cela qui est important.

Ce journal a été réalisé avec le soutien de l'U.N.E.F., du mouvement du 22 mars (Nanterre), des Comités d'Action de Lycéens (C.A.L.) et du Syndicat National de l'Enseignement supérieur (SNES-Sup.). Pour que l'action continue, nous avons besoin d'argent. Effectuez vos versements à P. Brumberg, C.C.P. 23898-73 Paris.

LES PLANS DE L'ENNEMI

(Suite de la première page)

sécurité, il faut que « l'ordre » et la « paix sociale » soient garantis. Dans les jours qui viennent, la bourgeoisie va poursuivre deux objectifs : interrompre au plus vite la grève et éviter que de telles grèves ne se reproduisent ; l'économie bourgeoise ne le supporte pas.

Objectif : l'ordre

Quelles armes restent aujourd'hui aux mains de la bourgeoisie ?

La répression. Le pouvoir a montré qu'il n'hésitait pas à employer la force et les barricades ont prouvé qu'une répression brutale et sauvage est possible. Les barbouzes et les réseaux gaullistes sont en effervescence, police et gendarmerie mobilisent leurs réserves. Cela représente environ deux cent mille mercenaires face à plusieurs millions de grévistes qui bloquent tous les rouages essentiels de la société française (usines, chemins de fer, postes et même les banques !), face à une population prête à tenir la rue. L'armée n'est pas préparée pour un coup d'Etat : ni le contingent ni une partie des officiers ne l'accepteraient. Cependant aucune provocation n'est à exclure de la part d'un Etat policier qui s'affole. Tant qu'une police pourrie peut prétendre rétablir l'ordre en utilisant les gaz de combat — en attendant mieux — le régime menace de devenir de plus en plus fasciste (article 16, chasse aux sorcières, etc.).

La démission et la manœuvre parlementaire. La bourgeoisie française préfère récupérer ses usines et laisser tomber de Gaulle à plus ou moins brève échéance, d'une manière douce ou brusquée ; une « ouverture à gauche » peut représenter une solution provisoire : on accordera aux ouvriers quelques miettes (salaires), aux étudiants quelques réformes (examens, etc.). On attendra que cette politique de « gauche » dans le cadre du système capitaliste s'use (cf. Wilson, Front républicain de 1956, Italie, Allemagne, etc.). On essaiera de diviser la classe ouvrière, de diviser les étudiants, de séparer étudiants et ouvriers chacun dans son ghetto. La menace policière demeure permanente, la « gauche » recule, le sauveur revient escorté de ses flics. Le scénario est connu.

L'union sacrée : de Gaulle + les partis de gauche + les syndicats. La formule ne déplaît pas nécessairement à la bourgeoisie qui conserve sa police, reprend en main l'armée, se donne le temps de diviser les travailleurs au nom de la lutte contre « l'anarchie » et la « chienlit ». Elle peut être utilisée pour casser les mouvements ouvrier et étudiant sous prétexte de lutte contre le « gauchisme ».

Détruire l'appareil

Un simple changement de personnel politique ne suffira pas aux travailleurs unis dans l'action. Ils ne veulent pas seulement obtenir des avantages économiques et sociaux (salaires, ordonnances, libertés syndicales, etc.) ; ils veulent aussi obtenir la garantie que les bénéfices de la lutte ne seront pas perdus dans un mois ou dans un an. La garantie fondamentale ne peut être que la destruction de l'appareil répressif bourgeois et le socialisme. Si la bourgeoisie française choisit la répression immédiate, la lutte sera dure et courte. Si elle choisit la manœuvre politique, ou si elle mélange les formules, la lutte sera prolongée ; elle ouvre maintenant la voie de la victoire finale. Le pouvoir est dans la rue, ouvriers et étudiants y combattent ensemble. La question du pouvoir n'est plus de savoir quel régime politique bourgeois nous préférons. La perspective ouverte est celle du socialisme.



S'ORGANISER

(Suite de la première page)

organisé, deux fois par jour, dans divers salles d'une commune de banlieue des séances de cinéma révolutionnaire, etc.

De façon générale, les comités d'action visent à renforcer l'union étudiants-ouvriers, à organiser partout — dans la rue — le mouvement d'opposition au régime, à battre, dans les facultés, les tenants du réformisme universitaire et à éliminer de la scène ceux qui veulent dévoyer dans un folklore apolitique le combat engagé le 3 mai et si magnifiquement exprimé par les barricades du 10 et les occupations d'usines.

L'assemblée de dimanche, outre la désignation d'une coordination générale comportant notamment une commission organisation, une commission agitation-propagande, et une commission information, a pris une décision capitale : elle a lancé un appel à tous les comités d'action, fondé sur une base politique de lutte contre le régime qui ne sont pas encore coordonnés avec elle, ainsi qu'aux comités d'action du mouvement du 22 mars, ou à ceux coordonnés par d'autres instances pour qu'ils se réunissent JEUDI 23 MAI en une vaste assemblée constituante du mouvement des comités d'action. A cette assemblée, qui réunirait en un mouvement unique tous ceux qui étaient le vendredi 10 sur les barricades, pourraient être déterminées les bases de l'action commune à entreprendre et mis en place des formes de coordination de cette action.

CULTURE SUR LE TAS

L'action directe, remettant pratiquement en cause le système, a touché à son tour le milieu culturel. Cela a commencé par le coup de semonce de l'Odéon occupé dans la nuit du 16 au 17 mai. Puis, comme une traînée de poudre, théâtres, radios, musées, cinémas voient fleurir des comités d'action occupant des locaux parfois illustres, balayant la poussière d'une société apparemment saine, mais profondément décomposée.

Au Théâtre de France, symbole de l'avant-garde culturelle officielle du régime, le débat quoique confus, a très vite touché à la racine des choses : au ballet anodin de ceux qui veulent démocratiser l'ordre existant est venu s'opposer une contestation de tout ce que « la Culture » elle-même signifie dans une société de consommation dans l'exploitation. La culture, produit de consommation pour meubler les loisirs, est la triste rançon d'une soumission au travail exploité, au régime du travail. Elle participe donc elle-même de la soumission.

De ce débat confus, une ligne générale ressort : chaque homme doit pouvoir créer sa propre culture. A la culture de l'Université, à ces fêtes mortes de l'esprit, il faut opposer une culture vivante qui prend racine dans la vie quotidienne.

SABOTER LE SPECTACLE

Les événements qui se sont déroulés depuis le 3 mai donnent un exemple spectaculaire des bouleversements idéologiques et scientifiques qui secouent la vie quotidienne. Assailli par ces bouleversements et leurs contradictions, l'homme d'aujourd'hui veut changer le monde et se changer lui-même. Projeté en quelques jours dans son futur, l'homme qui vient de se créer, se veut responsable de son devenir, il est insurgé, violent, il veut construire un homme meilleur que celui que la société lui impose. Le révolté issu des barricades (même quand il n'y a pas participé) exprime son idée sur la culture à travers l'une des pièces d'Armand Gatti « Les Treize Soleils de la rue Saint-Blaise » : « balbutiante, coléreuse, généreuse... avec la parcelle de vérité transitoire à trouver chaque jour pour reconquérir un peu de chaleur dans l'indifférence et la froideur d'un monde qu'on ne connaît pas. »

C'est dans cette optique que les étudiants, les travailleurs du spectacle ont travaillé au théâtre de l'Odéon. Malgré les critiques qui ont été portées à cette occupation (faible participation d'acteurs, etc.), il est intéressant de noter que le Comité d'Action Révolutionnaire qui maintenant dirige le théâtre, a précisé dans un tract que ses buts étaient « le sabotage systématique de l'industrie culturelle et en particulier de l'industrie du spectacle afin de laisser place à une véritable création collective ». C'est aussi dans cette optique que les comités d'action du théâtre se sont créés chez les étudiants, chez les jeunes travailleurs, chez les artistes afin de promouvoir un art révolutionnaire représentant les véritables aspirations du prolétariat. Ces camarades ont déjà prévu des actions concrètes telles que présenter des spectacles sur les événements des



Photo: Elie Wacziarg

Nuit et jour, la démocratie directe dans la Sorbonne occupée.

quinze derniers jours aux ouvriers en grève de chez Renault. Soulignons aussi que dans certains théâtres, les acteurs, techniciens et personnel administratif se sont regroupés pour créer des comités de gestion révolutionnaires, afin de mettre l'activité théâtrale au service du peuple.

Dans le domaine du cinéma, la réaction, la prise de conscience a été tout aussi vive. D'un seul coup, des réalisateurs, des acteurs, des techniciens du film ont pris leurs destinées en main en créant partout où cela était possible, des comités. Ces groupes s'organisent, réfléchissent sur la fonction du cinéaste dans une société révolutionnaire. Ils ont déjà accompli un gros travail d'information dans tout le milieu cinématographique. Mille professionnels du cinéma ont décidé dans la nuit de vendredi à samedi le boycott du festival de Cannes. Cette manifestation représentait « le type même d'une manifestation de culture de consommation. »

MAQUIS DE PEINTURE

Sans vouloir décrire l'ensemble des comités d'action existants dans le secteur culturel, il faut indiquer ici le travail particulièrement intéressant qu'un certain nombre de jeunes peintres ont entrepris à l'intérieur du comité d'action des Arts plastiques. Dans ce secteur jusque là complètement désorganisé (aucun mouvement, aucun syndicat), ils ont réussi grâce à leur comité, à regrouper un grand nombre de gens intéressés par des réformes fondamentales de l'art dans une optique révolutionnaire de leur participation dans la société future. Vingt-quatre heures sur vingt-quatre ils tiennent un forum permanent dans un amphi de l'Ecole des Beaux-Arts. Dès maintenant ils envisagent pour participer concrètement au mouvement, d'aider ainsi la coordination des comités d'action : tout d'abord, en vendant leurs œuvres au profit du mouvement, d'autre part en mettant leur art au service de cette révolution naissante (pour faire des affiches, etc.). Certains d'entre eux ont aussi décidé de retirer leurs œuvres de tous les musées et galeries.

Maintenant que ces groupes existent, maintenant qu'une position commune commence à se dessiner, ces comités doivent opposer à la notion de loisirs culturels, celle d'agitation culturelle. C'est-à-dire créer une culture sur le tas quasi autodidacte, sorte de maquis de la connaissance et de la discussion qui brasse les idées au niveau de l'action quotidienne et s'empare de toutes les manifestations du monde moderne. A partir de maintenant, l'homme doit créer une culture qui lui corresponde sans aliénation ni trahison, celle qui doit l'armer pour le libérer de ses prisons.

niveau 3

Revue éditée par le Syndicat National de l'Enseignement Supérieur (F.E.N.)
28, rue Monsieur-Le-Prince, Paris-6^e
Tél. 633-37-33.

A quoi sert l'Université ?

L'enseignement supérieur. — Les étudiants. — La recherche et la formation professionnelle.

Un enseignement sans enseignant.

Le travail scientifique, travail exploité.

La réforme de l'université ne se fera pas contre les étudiants ou sans eux.

En vente dans les librairies et les kiosques spécialisés, au siège du S.N.E. Sup. et auprès de ses militants.

Pour les envois par poste, joindre 2 F. C.C.P. : Paris 7544-66.

O.R.T.F. LOCK-OUTÉ ?

Le pouvoir ne peut laisser s'engager à l'O.R.T.F. un mouvement de contestation comparable à celui de l'Université. Pourtant une bataille est commencée. Voici les obstacles auxquels elle se heurte.

Le mouvement qui agit l'ensemble du personnel de l'O.R.T.F. n'a abouti ni à une grève totale ni à une occupation des lieux de travail. A l'origine ce mouvement est parti de journalistes, de producteurs et de réalisateurs d'émissions d'information (Zoom, Caméra 3 et Cinq colonnes). Ils ont recouru à une sorte d'action directe : menace d'empêcher le passage de plusieurs émissions à l'antenne si le numéro de Zoom consacré à la lutte étudiante était interdit. Le mouvement s'est étendu aux journalistes de France-Inter qui ont refusé toute autorité du Service de Liaison de l'Information, organisme par lequel s'exerce la tutelle des ministères de l'Intérieur, des Finances et des Affaires Etrangères.

A ce moment-là, les directions syndicales sont intervenues. Une assemblée générale du personnel de l'O.R.T.F. a été réunie. Ceux qui avaient lancé le mouvement essayaient de contester radicalement l'organisation et le contenu de la radio et de la télévision. L'assemblée générale, quant à elle, s'est bornée à proposer une bataille pour l'objectivité de l'information.

La division du travail et la division syndicale rendent très difficile toute entreprise de contestation à l'O.R.T.F. Le personnel est divisé artificiellement en trois grandes catégories : les artistiques, les techniciens et les administratifs. Pour prendre un exemple simple, une équipe de reportage comprend trois hommes dont le statut chevauche sur plusieurs catégories : le réalisateur peut être journaliste; le cameraman peut être réalisateur, tandis que le preneur de son est considéré comme un simple technicien. Tout empiriquement donne lieu à des frictions entre syndicats. De plus, alors que dans le travail les réalisateurs sont les patrons, ils ont, sur le plan syndical, des positions plus avancées que les techniciens.

A la complexité de la division du travail correspond une invraisemblable division syndicale : syndicats autonomes de journalistes, de réalisateurs, des producteurs; syndicat unifié des techniciens regroupant tout le personnel qui contrôle l'appareillage électronique; syndicats C.G.T., F.O., C.F.D.T. et C.F.T.C. des scripts, assistants, maquilleuses, ouvriers de plateau, monteurs, chauffeurs, administratifs; syndicat artisanal des journalistes de radio et de réalisateurs affilié à la C.G.T.; syndicat de cadres, etc.

Les membres de l'assemblée générale se sont réunis dans deux studios reliés en duplex. Les débats se sont déroulés dans la plus grande confusion. Pour étouffer toute tentative de remise en cause radicale de l'O.R.T.F. les techniciens chargés du duplex sont allés jusqu'à menacer de couper la liaison entre les deux studios.

Ce mouvement de contestation s'est heurté à deux obstacles :

Les syndicats d'administratifs et de techniciens ont montré leur désintérêt habituel pour ce qui concerne le contenu de la radio-télévision, y compris le problème de l'objectivité.

L'argument selon lequel les circonstances présentes (grèves et négociations entre Hanoi et Washington) exigeaient que la mission de l'information soit remplie a fait pression sur la conscience professionnelle des journalistes.

D'où la résolution prise : grève de la production artistique et des employés de l'administration; maintien d'un journal parlé et télévisé et d'un magazine hebdomadaire; commission de garantie de l'objectivité de cette information; menace de grève totale en vue d'assurer cette objectivité.

Ainsi les grandes formations traditionnelles de l'opposition et de la majorité restent devant l'opinion publique les seuls participants du débat politique, Waldeck Rochet et de Gaulle nous parlent.

Nous n'avons pas encore commencé la lutte pour le droit d'expression de la minorité contestatrice extra-parlementaire sur l'antenne. Le mouvement pour une radio et une télévision critiques et populaires n'est pas amorcé. Déjà à l'O.R.T.F. un « comité républicain » sort des tracts. On y retrouve les mêmes hommes que ceux du comité de salut public du 13 mai 1954.



La dictature du patronat

La répression policière, le maintien de l'ordre bourgeois ne sont pas le seul fait du quartier Latin. Tous les samedis soirs, à la sortie des bals, des filles provoquent des jeunes ouvriers qui rentrent chez eux : vérifications d'identité, insultes pour des cheveux trop longs ou pour des habits que les agents de la répression trouvent bizarres.

Mais la bourgeoisie en matière de répression a trouvé des armes bien plus dangereuses : utiliser une partie du prolétariat contre le prolétariat. Nous en avons des exemples tous les jours : le syndicat « bidon » de chez Simca, celui de chez Citroën, les nervis placés à la sortie de ces usines pour empêcher la distribution de tous les « tracts rouges ». Mais le patronat va quelquefois plus loin. Prenons l'exemple de chez Citroën : la direction quadrille toutes ses usines d'agents de secteur. Ces petits chefs du personnel sont particulièrement chargés des indispensables relations humaines dans chaque atelier. Ils rendent des comptes réguliers à la direction sur l'ambiance qui y règne et l'activité des « meneurs ». Dans toutes les villes de province où Citroën est implanté, jamais les organisations syndicales n'ont réussi à faire élire leurs délégués au comité d'entreprise. La maison du Quai de Javel exclut régulièrement tous les responsables ou futurs responsables. Quand ces derniers portent plainte, « Citroën » a le bras long et les scandales sont toujours étouffés avant d'éclater en public. Quand ils éclatent, Citroën obtient toujours un non-lieu, suivi en général du renvoi de l'inspecteur du travail qui a été trop sympathisant pour le délégué syndical.

D'ailleurs le P.D.G. de Citroën, M. Bercot, a une opinion bien arrêtée sur le syndicalisme : « tout (cela) n'est qu'une agitation, oserais-je dire politique, en tout cas extérieure, autour de l'opinion répandue par une certaine propagande, à savoir que les organisations syndicales ne rencontrent pas la faveur de Citroën. Je voudrais dire ici qu'il n'y a ni faveur ni hostilité, mais neutralité en face d'une action qui, elle, n'est pas de représentation, mais d'agressivité politique... (1) »

Pour obtenir cette « non-représentativité » des syndicats dans les usines Citroën, de province, la direction a mis au point un réseau de dénonciations et de pression (morale ou physique) sur les ouvriers. Ne va-t-on pas jusqu'à proposer de l'argent, des promotions pour obtenir les voix ouvrières au syndicat-bidon (ou maison !)? Ne va-t-on pas jusqu'à la pression physique (matraquage à la sortie des usines) pour empêcher certains de voter? Ne va-t-on pas jusqu'à vous poser des questions sur votre vie privée : « Où allez-vous à la messe? » « Pourquoi fréquentez-vous M. Y? » « Votre femme est malade. Vous avez sûrement besoin d'argent, alors... » pour « étudier » avec vous (ici on est spécialiste du contact direct, humain, presque « physique ») la « couleur du bulletin que vous allez mettre dans l'urne ».

Et cela est possible, car le patronat d'un côté profite du chômage (et fait donc du chantage à « la bonne place que vous allez perdre ») et de l'autre, recrutant du personnel inexpérimenté, façonne les ouvriers (au moins techniquement) à l'image Citroën. A Rennes, voici comment ils agissent :

Le dimanche matin « Citroën » vient recruter, dans la campagne qui borde la Vilaine. Une table est installée à la mairie. Derrière, l'homme de Citroën. Après la messe ou le petit blanc, on va signer son contrat. On apprendra ensuite à travailler, rive à une machine, et les paysans deviendront ouvriers, Citroën leur fait toute confiance : ils formeront 85 % des salariés de l'usine. Quant aux autres, ceux de la ville qui viennent s'embaucher, on ira enquêter sur leurs « bonnes mœurs ». Dans l'immeuble, parfois, chez les commerçants souvent — pour connaître leurs dettes et leurs achats à crédit — et chez le libraire du coin.

Arrêtons ici notre « description » Citroën, pour nous, c'est l'exemple type du « libéralisme industriel ». Mais nous pouvons recueillir aussi les témoignages de camarades ouvriers qui, dans leurs usines, leurs ateliers, leurs bureaux subissent « l'ordre » bourgeois et répressif. Nous pouvons découvrir l'existence d'un vaste réseau de répressions qui s'étend à des centaines de milliers d'ouvriers. Ici dans ce journal, en attendant que l'ordre prolétaire renverse l'ordre bourgeois, il faut dénoncer la répression, la dictature du patronat.

Vous, qui travaillez pour une classe qui n'est pas la vôtre, vous devez participer à cette dénonciation. Dans ce journal. Et ailleurs.

(1) Lettres à M. Freville, maire de Rennes, après le renvoi de Yannick Fremin dirigeant local de C.G.T.

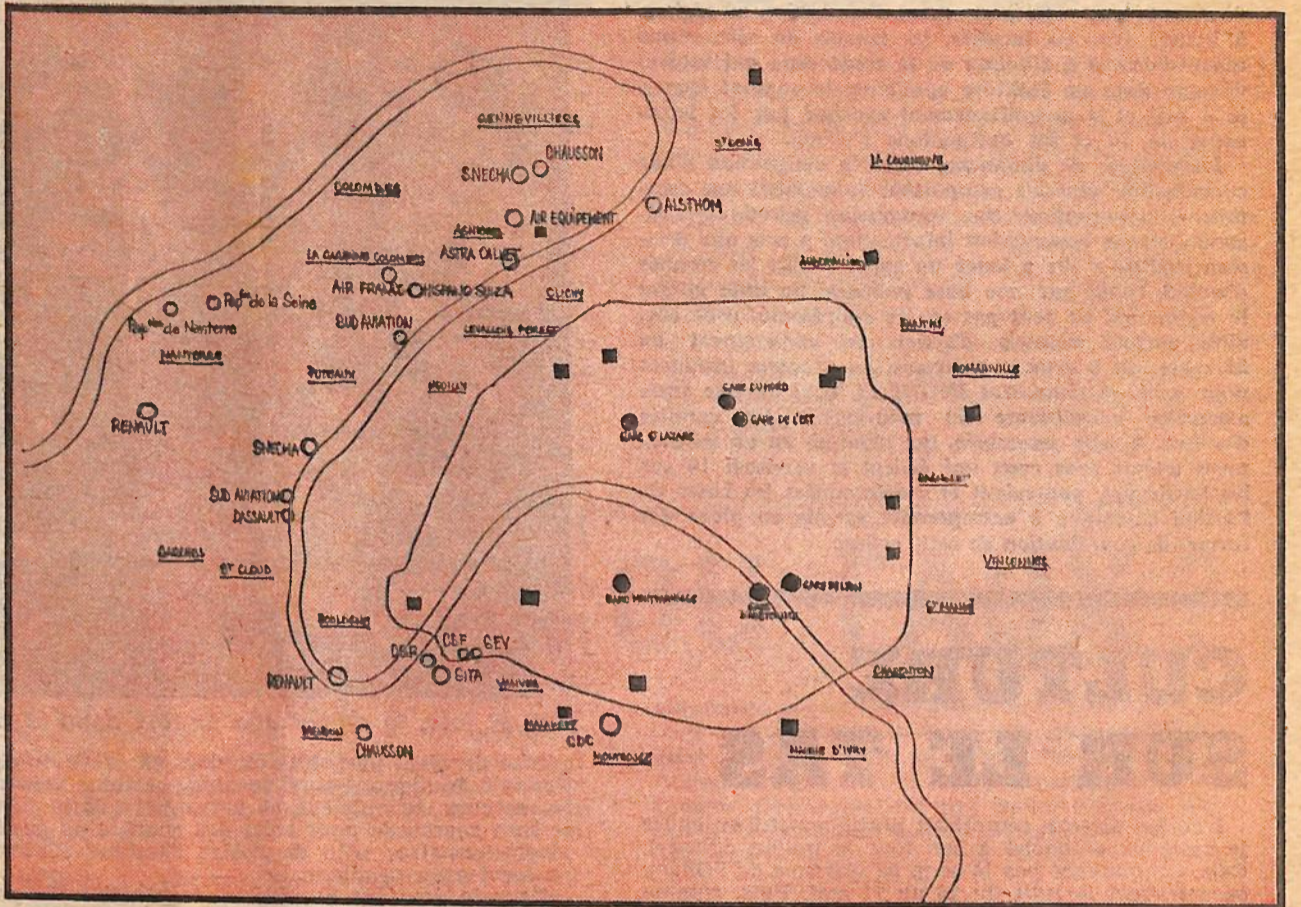
Camarades, que voulez-vous ?

Pendant quelques jours la polémique engagée par L'Humanité contre le mouvement dans l'Université et ses dirigeants s'est arrêtée. On avait cru que cette interruption signifiait que la direction du P.C.F. avait saisi l'importance et la portée du mouvement déclenché par les étudiants. La manifestation commune du 13 mai a marqué la convergence des luttes étudiantes et ouvrières. C'est au moment où ce mouvement s'étend à tout le pays, au moment où étudiants et travailleurs occupent leurs lieux de travail que ses attaques reprennent de la façon la plus vive.

Qui est visé dans le tract diffusé à des centaines de milliers d'exemplaires et qui parle de « certains petits bourgeois au cerveau enfiévré »? Veut-on mettre en cause la représentativité des dirigeants universitaires lorsque l'on dit « Sauvageot de l'U.N.E.F. » et « Geismar du

Le front des luttes ouvrières

A Paris et dans la banlieue, voilà les principaux champs de batailles. La liaison des luttes étudiantes et ouvrières n'est pas une chose abstraite... Allez manifester votre solidarité politique et matérielle, allez discuter...

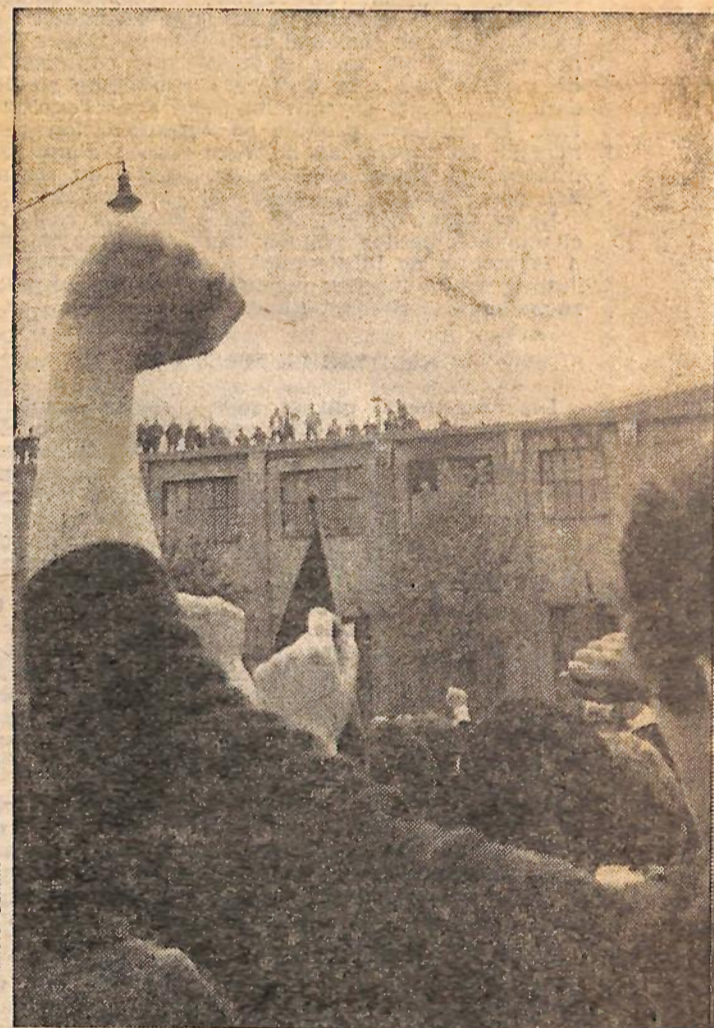


JUIN 1936

Le 12 mai 1936 à l'usine Breguet au Havre, le 13 mai, la date est fatidique, à l'usine Latécoère à Marseille, éclatent des grèves. Dans les deux cas le même scénario. Le mouvement se déclenche à la suite du licenciement d'ouvriers ayant chômé le 1^{er} mai. Les négociations s'engagent pendant le travail. Elles n'ont pas abouti à l'heure où les ouvriers devraient s'en aller : ils restent.

Le succès de ces grèves est rapide ; pourtant la diffusion de ce mode d'action est lent. Jusqu'au 24 mai on ne recense que six grèves avec occupation. Mais à partir du 25 mai le mouvement s'accélère. La cause, c'est la manifestation qui s'est déroulée la veille à Paris ; le traditionnel défilé au mur des fédérés a connu une affluence particulière, 600 000 manifestants avec les leaders des partis alliés dans le Front populaire sont venus s'incliner devant les tombes des camarades.

La classe ouvrière prend conscience de sa force ; d'autant plus que le pouvoir est vacant. Deux ans plus tôt l'inquiétude suscitée par l'agitation des mouvements d'extrême droite a provoqué le rapprochement des partis de gauche et des organisations syndicales. Le coup de force tenté par les ligues fascistes le 6 février 1934 cristallise le mouvement unitaire. Le 12 février la C.G.T. lance un ordre de grève appuyé par la centrale révolutionnaire née de la scission de 1921, la C.G.T.U. L'accord entre les partis de gauche est conclu au cours de l'été 1935. Il se fait sur la base minimum ; toutes les concessions nécessaires ont été faites au Parti bour-



Chez Renault, de chaque côté des murs, on lève le

S.N.E. Sup. »? Quels sont les dirigeants représentatifs du mouvement universitaire, sinon ceux qui ont conduit avec responsabilité et avec fermeté la bataille de l'université contre la répression? Pourquoi a-t-on déclenché une campagne contre une manifestation devant l'O.R.T.F. qui avait déjà été rapportée? Pourquoi le numéro de « l'Humanité » du 18 mai accorde-t-il un éditorial et une telle place à la polémique contre les dirigeants du mouvement étudiant? Pourquoi fait-il écho à la campagne de la bourgeoisie pour enliser le mouvement étudiant dans la question des examens? Pourquoi, au moment où la lutte des masses a imposé la présence des dirigeants à l'O.R.T.F., la table ronde ouvriers-étudiants de « l'Humanité » est-elle organisée avec les seuls représentants d'une organisation, l'U.E.C., qui a été totalement absente, sinon hostile, au cours de la semaine de luttes du mouvement étudiant?

Nous refusons, pour notre part, d'entrer dans la polémique à ce niveau. Le mouvement étudiant n'entend pas imposer sa direction à la classe ouvrière. Il n'a pas l'intention de lui donner des leçons. La classe ouvrière se donne et se donnera elle-même les chefs qui justifieront sa

confiance. Nous récusons le procès d'intention.

En revanche, sur l'orientation du mouvement qui aujourd'hui ébranle les fondements du régime bourgeois, il existe entre le mouvement étudiant et les organisations ouvrières un débat qu'il n'est pas possible d'éviter. Les polémiques ne font que masquer ce débat.

Si nous pensons avec le bureau politique du P.C.F. que « le pouvoir actuel est contesté par un nombre sans cesse croissant de Français et de Françaises victimes de sa politique » et que « les conditions mûrissent rapidement pour en finir avec ce pouvoir », nous ne pensons pas que « l'Union des forces de gauche, notamment de la F.C.D.S. et du P.C.F., a contribué pour une bonne part à cette évolution. Au contraire ce qui a donné au mouvement de mai sa puissance c'est précisément qu'il est situé en dehors du champ des négociations d'état-major en vue des échéances électorales. En quelques heures de manifestations l'unité à la base s'est développée plus rapidement qu'en plusieurs années de laborieuses négociations au sommet. La prise de conscience de la nature réelle du régime bourgeois a été plus profonde en une semaine qu'en plusieurs années de lutte électorale.

Nous pensons qu'il n'est pas à la mesure du mouve-

VOTRE LUTTE EST LA NOTRE

Nous occupons les facultés, vous occupez les usines. Les uns et les autres, nous battons-nous pour la même chose ?

Il y a 10 % de fils d'ouvriers dans l'enseignement supérieur. Est-ce que nous luttons pour qu'il y en ait davantage, pour une réforme démocratique de l'université ? Ce serait mieux, mais ce n'est pas le plus important. Ces fils d'ouvriers deviendront des étudiants comme les autres. Qu'un fils d'ouvrier puisse devenir directeur, ça n'est pas notre programme. Nous voulons supprimer la séparation entre travailleurs et dirigeants.

Il y a des étudiants qui, à la sortie de l'université, ne trouvent pas d'emploi. Est-ce que nous combattons pour qu'ils en trouvent ? pour une bonne politique de l'emploi des diplômés ? Ce serait mieux, mais ce n'est pas l'essentiel. Ces diplômés de psychologie ou sociologie deviendront les sélectionneurs, les psychotechniciens, les orientateurs qui essaieront d'aménager vos conditions de travail ; les diplômés de mathématiques deviendront les ingénieurs qui mettront au point des machines plus productives et plus insupportables pour vous. Pourquoi nous, étudiants issus de la bourgeoisie, critiquons-nous la société capitaliste ? Pour un fils d'ouvrier, devenir étudiant c'est partir de sa classe. Pour un fils de bourgeois, ça peut être l'occasion de connaître la vraie nature de sa classe, de s'interroger sur la fonction sociale à laquelle on le destine, sur l'organisation de la société sur la place que vous y occupez. Nous refusons d'être des érudits coupés de la réalité

sociale. Nous refusons d'être utilisés au profit de la classe dirigeante. Nous voulons supprimer la séparation entre travail d'exécution et travail de réflexion et d'organi-

sation. Nous voulons construire une société sans classes, le sens de votre lutte est le même.

Vous revendiquez le salaire minimum de 1 000 F dans la région parisienne, la retraite à 60 ans, la semaine de 40 heures payée 48.

Ce sont des revendications justes et anciennes. Elles paraissent pourtant sans rapport avec nos objectifs. Mais en fait vous occupez les usines, vous prenez les patrons comme otages, vous faites la grève sans préavis. Ces formes de luttes ont été rendues possibles par des longues actions menées avec persévérance dans les entreprises et aussi grâce au récent combat des étudiants.

Ces luttes sont plus radicales que nos légitimes revendications parce qu'elles ne cherchent pas seulement une amélioration du sort des travailleurs dans le système capitaliste, elles impliquent la destruction de ce système. Elles sont politiques au vrai sens du mot : vous ne luttez pas pour que le Premier ministre soit changé mais pour que le patron n'ait plus le pouvoir dans l'entreprise ni dans la société. La forme de votre lutte nous offre, à nous étudiants, le modèle de l'activité réellement socialiste : l'appropriation des moyens de production et du pouvoir de décision par les travailleurs.

Votre lutte et notre lutte sont convergentes. Il faut détruire tout ce qui isole les uns des autres (l'habitude, les journaux, etc.). Il faut faire la jonction entre les entreprises et les facultés occupées.

Vive l'unification de nos luttes !



Une exigence qu'il faut organiser immédiatement

geois de gauche : les radicaux. En mars 1936, le congrès de Toulouse scelle l'unité retrouvée du syndicalisme français.

Le Front Populaire remporte les élections le 3 mai 1936 ; d'une courte tête — 500 000 voix d'avance — mais le mode de scrutin (analogue à celui qui est pratiqué aujourd'hui) lui donne une confortable majorité de sièges. La nouveauté du scrutin réside moins dans la victoire de la gauche que dans le déplacement du centre de gravité au sein de la coalition victorieuse. Pour la première fois, le groupe socialiste S.F.I.O. avec ses 146 élus (+ 49) dépasse le groupe radical : 116 élus (- 43). Le P.C.F. gagne 62 sièges, de 10 à 72.

Au début du mois de juin 1936, les travailleurs se trouvent donc dans une position de force. Le gouvernement Albert Sarraut expédie les affaires courantes ; il a été désavoué par le suffrage universel et s'apprête à céder la place au gouvernement de Front Populaire. L'extension du mouvement est fulgurante. On recensera 12 142 conflits ; 8 941 sont accompagnés d'occupation d'usines. 2 000 000 de travailleurs y participent. Ces grèves ont un caractère spontané ; elle se déclenchent dans les secteurs où l'organisation syndicale est faible. Les cheminots (22 % de syndiqués), les postiers (44 %), les employés des services publics (36 %), les enseignants (45 %) participent peu au mouvement. En revanche les métallurgistes (4 %), les ouvriers du textile (5 %), les industries alimentaires (3 %) forment le fer de lance des mouvements de grève. Les grands magasins, où il n'y a pas d'organisation syndicale, connaissent une grève très spectaculaire.

Les dirigeants du Front Populaire accueillent avec des sentiments mêlés le cadeau de bienvenue que leur offre la classe ouvrière. Aussi vont-ils appliquer une tactique en deux temps : d'abord s'appuyer sur le mouvement pour renforcer l'assise politique du nouveau gouvernement et arracher au patronat les réformes promises aux électeurs ; ensuite, y mettre fin le plus rapidement possible pour donner au gouvernement une honorabilité bourgeoise et montrer qu'il est seul capable de régler les conflits sociaux. Le gouvernement Léon Blum est formé le 4 juin ; le 7 juin les négociations s'engagent qui aboutiront aux accords Matignon.

La C.G.T. fait face au représentants de la C.G.P.F. — organisation centrale du patronat français — sous l'arbitrage du chef du gouvernement. Le 8 juin à une heure du matin les accords sont signés ; ils prévoient l'établissement de contrats collectifs de travail, la liberté syndicale, l'augmentation générale des salaires (7 à 15 %), l'élection de délégués du personnel. Un paragraphe stipule que « l'exercice du droit syndical ne doit pas avoir pour conséquence des actes contraires à la loi ». Pour les syndicalistes, c'est l'engagement du patronat de respecter la liberté syndicale et les lois sociales. Pour les patrons c'est la condamnation implicite des occupations d'usine. Donnant, donnant.

Le gouvernement s'engage pour sa part à faire voter un train de lois sociales prévoyant notamment la semaine de 40 heures et les congés payés.

Au cours de la négociation, les patrons s'inquiètent de la capacité de la C.G.T. de faire appliquer les accords. Au procès de Riom, Léon Blum rapportera cet étrange dialogue entre les délégués de la C.G.T. et M. Richemond, représentant de la Chambre de Commerce de Paris :

« Nous nous engageons à faire tout ce que nous pourrions ; mais nous ne sommes pas sûrs d'aboutir. Quand on a affaire à une marée comme celle-là, il faut lui laisser le temps de s'étaler. Et puis, c'est maintenant que vous allez peut-être regretter d'avoir systématiquement profité des années de déflation et de chômage pour exclure de vos usines tous les militants syndicalistes. Ils n'y sont plus pour exercer sur leurs camarades l'autorité qui serait nécessaire pour exécuter nos ordres.

Et je vois encore M. Richemond qui était assis à ma gauche baisser la tête en disant : « C'est vrai. Nous avons eu tort. »

Rien n'indique mieux l'esprit dans lequel ont été conclus les accords Matignon que l'allocution de Léon Jouhaux, secrétaire général de la C.G.T., prononcée à la radio le 8 juin à 20 heures.

« La victoire obtenue dans la nuit de dimanche à lundi consacre le début d'une ère nouvelle : l'ère des relations directes entre les deux grandes forces économiques organisées dans le pays. [...] On parlait depuis

un certain temps de la nécessité d'une formule nouvelle, celle-ci est trouvée : collaboration dans la liberté totale pour la discussion des revendications et la confrontation des points de vue différents »

Les accords Matignon n'arrêtent pas l'extension du mouvement. Les négociations des Conventions collectives s'engagent avec méfiance et difficulté. Le 11 juin au soir le P.C.F., qui n'étant pas présent au gouvernement, est resté au dehors de la négociation, entre dans la bataille. Dans un discours retentissant Maurice Thorez explique que l'heure de la Révolution n'est pas venue : « Nous n'avons pas encore derrière nous, avec nous, décidée comme nous jusqu'au bout, toute la population des campagnes. Nous risquerions même, en certains cas, de nous aliéner quelques sympathies des couches de la bourgeoisie et des paysans de France. Alors ? alors il faut savoir terminer une grève dès que satisfaction a été obtenue. » A partir du 13 juin c'est le reflux du mouvement des masses.

Le développement ultérieur sera la lente dissolution de la coalition du Front Populaire. En juillet 1936, c'est le déclenchement de la guerre d'Espagne. Le gouvernement décide la non-intervention ; la France laisse écraser la République espagnole. La fuite des capitaux contraint, à l'automne, Léon Blum à la dévaluation. L'inflation grignote rapidement les avantages acquis par la classe ouvrière. Au début de l'année 1937, Léon Blum annonce la « pause » dans les réformes sociales. Mais c'est insuffisant pour calmer la bourgeoisie qui a repris confiance dans ses forces. Elle n'aura de cesse que soit détruite la majorité de Front Populaire. C'est chose faite dès la fin de l'année 1937. La chambre du Front Populaire est celle qui approuvera les accords de Munich ; c'est elle qui, en 1940, abdiquera ses pouvoirs au profit du maréchal Pétain.

On peut ergoter longtemps sur la leçon du Front Populaire. Il est vrai que les avantages obtenus en 1936 sont loin d'être négligeables. Il est vrai qu'on ne peut faire la démonstration qu'une Révolution a été possible, alors qu'elle n'a même pas été tentée. Mais le Front Populaire montre à l'évidence comment s'enlise le mouvement des masses dans le marais parlementaire. La leçon est simple ! Attention !

ment de masse engagé en ce moment de proposer comme objectifs « l'augmentation des salaires, l'abrogation immédiate des ordonnances sur la Sécurité sociale, la garantie du plein emploi, la réduction du temps de travail et l'extension des libertés syndicales », comme l'a déclaré le camarade Waldeck Rochet au micro de France-Inter. Quelle que soit l'importance de ces revendications, elles ne sont que des mots creux si leur condition fondamentale n'est pas mise à jour : le renversement du régime politique. Dans ces conditions, il est insuffisant de souligner l'urgence « d'aboutir à un accord sur un programme social avancé entre les partis de gauche et les organisations syndicales, programme tenant lieu de contrat de majorité ».

Le but des luttes ouvrières et étudiantes de mai 1968 est-il de renforcer la puissance de négociation du P.C.F. à l'égard de la fédération de la gauche ? Est-il de porter au pouvoir les politiciens bourgeois qui dirigent cette fédération qui se prétend socialiste ? La classe ouvrière n'a pas oublié que ces politiciens ont pendant plus de dix ans dirigé la répression et que l'un d'entre eux, Jules Moch, a créé les compagnies républicaines de sécurité plus communément appelées C.R.S.



— ENLEVEZ-MOI LES PHOTOS DE CES DEUX ENRAGÉS !

Les étudiants ne sont pas des provocateurs. Il est risible de parler de provocation chaque fois qu'apparaît un étudiant. Le mouvement étudiant et ses dirigeants ont prouvé qu'ils étaient capables de faire face, avec responsabilité, aux provocations policières. Mieux, ils ont démontré au cours de la nuit des barricades qu'ils étaient capables de retourner ces provocations contre leurs auteurs.

Les étudiants ne veulent pas donner de leçons à la classe ouvrière.

Mais ils ne peuvent pas permettre que le débat sur les objectifs fondamentaux du mouvement contre le pouvoir soit escamoté. Ils ne prétendent pas diriger ce mouvement ; mais ils en sont partie prenante. Ils ont payé très cher le droit d'y être associés en tant que partenaires autonomes. Il est légitime qu'ils posent aux organisations ouvrières la question : où voulez-vous diriger le mouvement révolutionnaire de contestation du régime bourgeois ?

Nous ne voulons pas de cordon sanitaire autour de la Sorbonne et des facultés ; nous ne voulons pas retomber dans les méandres du jeu parlementaire, là où le mouvement est toujours battu ; nous voulons qu'il se développe sur le terrain où il peut vaincre : la lutte de masse.

EXAMENS :

échec au contre-courant

Les barricades ont ouvert la porte de la Sorbonne. Dans la brèche ouverte par les étudiants en lutte, une nouvelle Sainte Alliance s'est introduite, dans le triple but d'utiliser la pression étudiante à des fins technocratiques, de briser un mouvement qu'ils ne contrôlaient pas et de susciter, aux bénéfices du pouvoir, des divisions parmi les étudiants unis contre la répression du pouvoir. Cette Sainte Alliance qui va des technocrates à la Zamansky jusqu'à de prétendus professeurs de gauche, sait que le problème des examens est un problème politique ressenti, cela est compréhensible comme un problème individuel.

Engagée en termes individuels, la discussion des examens dissociée de la critique de l'Université permet de masquer le caractère de l'Université et la fonction qu'elle joue. En spéculant et en favorisant la peur individuelle de perdre une année, ce courant cherche en fait à faire oublier que cette institution est la clé de voûte de tout le système universitaire. Nous avons une chance de commencer à résoudre ce problème tabou. Les mandarins se sont alliés aux démagogues pour se débarrasser d'un débat politique fondamental. En réclamant démagogiquement le passage rapide des examens, ce

courant a tenté de faire retomber un mouvement qui lui échappe. Il y a échoué, en sciences notamment où la gifle à Zamansky a été particulièrement bienvenue. Le danger du « retour à la normale » s'écarte de l'université dans la mesure où la situation du pays tout entier change. Si le pouvoir a fait du passage des examens le symbole de l'ordre bourgeois, en dépit des complices qu'il a pu trouver, il a très gravement échoué : jamais nous n'accepterons de passer comme auparavant les examens qui nous donnent le droit d'être les chiens de garde de l'ordre existant.

LES EXAMENS, VRAI OU FAUX ?

QUESTIONS ET REPONSES

Réponses aux objections de certains (professeurs, ministres, étudiants, mères de famille, généraux, cadres de partis démocratiques, etc.).

1 Les étudiants ne veulent pas perdre une année pour causes de troubles. VRAI ou FAUX ?

Cette question a sans doute été rédigée par l'I.F.O.P. Ça lui ressemble. L'énoncé de ses questionnaires est immanquablement rédigé de façon à obtenir une confortable majorité pour « le raisonnable », « le bon sens », le goût du labeur et des bons sentiments.

Aussi la réponse ne peut être que : **VRAI**.

Mais elle appelle les remarques suivantes : l'examen joue, toutes proportions gardées, dans le système actuel de l'enseignement, le rôle du salariat dans la production économique. L'examen est la mesure officielle du travail académique, le grade obligatoire de l'effort et du mérite, la sanction — spirituelle et matérielle — du conformisme universitaire, l'esprit d'une éducation sans esprit.

A défaut d'une adhésion à une telle morale, beaucoup d'étudiants ont montré qu'ils ne voulaient pas être les moutons qu'on mène à l'abattoir. La ruse est de mise. Tout sera mis en œuvre pour arracher, par des moyens divers et dans les meilleures conditions possibles, le petit papier attestant, sans autre preuve, que vous êtes le digne fils de l'Alma mater.

Les étudiants sages ne veulent pas être victimes des événements ? Les milliers d'enragés non plus ! Et ces derniers sauront en même temps s'amuser !

2 Les événements, les reports d'exams, les formules de rechange défavorisent les étudiants qui travaillent, les lycéens et les boursiers. VRAI ou FAUX ?

C'est **VRAI**, mais les événements en question n'y sont pas pour grand-chose : les étudiants qui travaillent ont toujours été défavorisés. Se livrer 4 ou 8 heures par jour à un travail le plus souvent ingrat ne peut que gêner le travail de bachotage déjà connu pour son ingratitude et sa bêtise. Le seul argument : les étudiants qui travaillent ont encore moins que les autres le loisir de perdre une année.

Mais c'est **FAUX** : la situation exceptionnelle créée par les événements ne change pas grand-chose. Ou tout le monde y perd des plumes ce que personne

ne veut, ou la solution trouvée apportera la même dose d'amélioration pour tous. Le vrai scandale : que 40 % des étudiants fournissent du travail noir alors que le système de l'enseignement implique que les étudiants se livrent pieds et mains à la logique infernale des examens.

3 Les aménagements proposés résolvent-ils le problème des examens. VRAI ou FAUX ?

FAUX ! Ces quelques mesures arrachées à l'administration dépassée par le maëlstrom des occupations améliorent, sans doute, l'intérêt des étudiants, et mettent en cause sérieusement le système d'enseignement. En aucun cas, elles le résolvent. L'examen-sélection reste la pierre angulaire d'un système d'éducation fondé non sur l'orientation optimale de chacun, mais sur l'élimination pure et simple du nombre d'individus que l'on juge nécessaire à employer à des tâches intermédiaires — les métiers bâtards — les petits cadres à qualification spécialisée et bornée — sont le remède général de toute société capitaliste caractérisée par l'hypertrophie des services parasitaires. Quant au système universitaire, en pleine expansion, il repose de plus en plus sur l'accentuation de la division hiérarchique du savoir à quoi correspond le pouvoir grandissant des autorités et des castes mandarinales.

4 « La suppression des examens ramènerait l'université au capitalisme féodal. » (Professeur Kastler.) VRAI ou FAUX ?

FAUX : encore une mésaventure du professeur Kastler. Le prix Nobel propose cette curieuse équation : système des examens ou système du piston. En vérité, il se fait le défenseur béat du système actuel des examens, basé sur la sélection sociale et l'apprentissage du conformisme universitaire. Le faisant, dans la conjoncture actuelle, il se fait l'agent de la contre-offensive gouvernementale et professorale qui utilise le maintien du système des examens comme le moyen d'un retour généralisé à la normale.

Supprimer la production économique capitaliste, n'a jamais signifié supprimer la production économique en tant que telle. Supprimer le système actuel des examens ne signifie en aucune façon l'abandon de tout contrôle de l'apprentissage intellectuel.

5 Le ministre Peyrefitte veut lui-même réformer les examens. VRAI ou FAUX ?

VRAI : « Nous voulons incorporer l'examen à l'en-

seignement même. Un étudiant ne doit pas être examiné en une fois au mois de juin, mais **continuellement** depuis le début de l'année universitaire. » Autrement dit : Faire de l'examen actuel, une épreuve permanente. Ne pas lâcher l'étudiant d'un pouce. Transformer l'année universitaire en éternelle course à obstacles. Faire transpirer l'étudiant pendant les quatre saisons.

6 Les examens sont la garantie d'une sélection démocratique. VRAI ou FAUX ?

FAUX !

— Chacun sait que le système actuel des examens, en conformité avec le mode d'enseignement dispensé, maintient l'inégalité culturelle au sein même de l'enseignement. De nombreux sociologues ont montré que l'étudiant issu de la classe ouvrière est démuné du bagage culturel **implicite** que possède le fils d'un industriel ou d'un professeur : un certain vocabulaire, un savoir dire, un savoir faire. L'aspect rhétorique de l'examen (la dissertation en 3 points) particulièrement aigu en lettres et en droit, favorise cette inégalité.

— En outre, la démocratie des examens est, dans le système présent, la démocratie de la bêtise universitaire (conformisme, mécanisme des connaissances accumulées) et l'égalité dans la concurrence individuelle : bachotage, l'étudiant individuel livré au bon plaisir du corps enseignant.

« La collation des grades et l'attribution des diplômes sont conçues comme la conséquence d'un jugement solennel et public, porté sur un étudiant pris à des moments brefs et isolés de sa carrière (...) L'examen est une sorte de procès, et le candidat s'y prépare d'ailleurs comme un inculpé. » (M. Duverger, « Le Monde », 19-20/5/1968.)

7 Les examens orientent les étudiants. VRAI ou FAUX ?

FAUX : le système d'éducation lui-même « orienté » par le système économique, fait le tri des étudiants, il ne les oriente pas. Les examens façonnent leur attitude docile, les illusionnent quant à leurs réelles capacités, les sélectionnent selon des critères étroits et partiels, les affectent à des postes de travail sans rapport avec leur qualification, bref ne font que donner aux plus chanceux et aux débrouillards le grade universitaire qui les favorisera sans aucune raison dans leur travail professionnel par rapport à ceux qui ne l'ont pas.

— ou le boycott pur et simple (année blanche) — ou l'examen traditionnel.

Commission le matin, commission le soir. Tout le monde s'accorde sur le principe : le problème des examens ne doit pas casser le mouvement étudiant (en opposant les élèves « studieux » et ceux qui veulent prolonger la contestation de la société et de l'université). Les étudiants ne veulent pas isoler leur combat de celui de la classe ouvrière : ils n'ont pas lutté sur les barricades pour repartir en vacances et revenir dans une université que Pompidou aura transformée sans demander leur avis.

D'où la solution adoptée en Assemblée générale : nous continuons le travail cet été (transformation de la Sorbonne en université critique). Nous invitons nos camarades ouvriers, instituteurs, étudiants étrangers à venir travailler avec nous et nous ne resterons pas enfermés dans notre université : nous formerons des groupes d'action et de travail. Thèmes du travail d'été : répression policière et Etat policier, étudiant et travailleur. Analyse critique du système global de l'enseignement (primaire, secondaire,

supérieur). L'examen (le mot est discuté) d'automne portera à la fois sur ce travail estival et sur les programmes étudiés jusqu'au 3 mai. La forme de cet examen provisoire sera définie au cours de ce travail d'été ; les assistants ont promis leur collaboration ; les professeurs (absents) sont invités à participer.

Le cas particulier des camarades qui travaillent pendant les vacances pour gagner leur vie peut être tranché : ils seront interrogés sur cette expérience concrète et sur les réflexions qu'elle suscite. Les autres étudiants prendront des vacances (un mois) à tour de rôle.

La solution est proposée aux autres disciplines : il faut que l'université prenne en main son propre sort et s'ouvre. Pour chaque matière, l'examen ne devrait pas seulement porter sur la leçon traditionnelle, chacun doit s'interroger sur le rapport qui existe entre son travail propre et la société actuelle. L'université critique d'été doit être un centre de contestation de la société et d'examen **auto-critique** de la culture et de l'enseignement.

UN PROBLEME REGLÉ

Première Assemblée générale des étudiants de sociologie en grève : dispute sur les examens. On propose l'examen bidon (18 pour tout le monde, y compris pour ceux qui dessinent des fleurs sur une copie blanche)



LE P.D.G. DESTITUÉ

A la Faculté de médecine le professeur SOULIE avait reproché à l'un de ses collaborateurs d'avoir pris une position politique en protestant contre la répression policière. Par 87 voix contre 7 son personnel a sainement décidé la destitution du professeur, lui reprochant son mandarinat, son autoritarisme et ses méthodes de travail.

L'exemple des toges qui brûlent doit faire long feu. Nous ne faisons que commencer.



M. GUY BAYET, Président de la Société des agrégés, commence à avoir peur pour son agrégation et demande à tous « les qualités de sang-froid, d'esprit critique et de tolérance qui ont été de tout temps l'idéal des enseignants ». Rassurez-le sur tout cela... Téléphonez-lui à 587-32-46.



« Les événements actuels peuvent avoir, du moins, un aspect positif. Ils vont permettre de faire avancer très rapidement la réforme de l'Université, que nous avions entreprise et devant laquelle nous trouvions tant de résistance » (Peyrefitte, dimanche 19 mai 1968). Le « ministre » ne veut pas en démordre. On

comprend ce que veut dire dans sa bouche et dans celle d'un certain nombre d'autres, le mot « rénovation ». Sous le verbiage du dialogue, à l'abri des matraques toujours prêtes, Peyrefitte n'a rien oublié ni rien appris. En clair, ce qu'il veut : utiliser la caution de la mobilisation étudiante et des discussions dans les facultés occupées pour imposer par la bande une adaptation plus étroite de l'Université aux intérêts de la bourgeoisie.

La sainte alliance a retrouvé son porte-parole. Notre résistance ne fait que commencer. Si la répression des matraques a échoué pour un temps, nous ne devons pas oublier que le pouvoir sait user de moyens plus subtils, les professions de foi de nombreux réformateurs sont partie prenante de ce jeu-là.



Les P.D.G. de l'Université

Soyez constructifs ! discutez avec vos professeurs ! modernisez l'université !

Après les barricades, les porteurs d'hermine qui, hier, nous dénonçaient ont réapparu dans leurs amphithéâtre, sans la moindre gêne, pour prôner la rénovation.

Ceux qui, hier, refusaient les observateurs étudiants dans les assemblées de faculté, se font aujourd'hui les porte-parole du dialogue étudiants-professeurs. Devenus les chantres du ravalement, ils essaient par tous les moyens de sauvegarder les lambeaux de privilège qui, demain peut-être, seront de nouveau les instruments de leur autorité. Les doyens impuissants, marionnettes du système, qui pendant des années ont tout fait pour le cautionner, veulent prendre le train en marche, en démissionnant à la chaîne et en mettant en avant un libéralisme désuet. Guy Bayet, président de la Société des agrégés, ose même faire des déclarations publiques, sans remettre en cause l'institution mandarinale qu'il fait vivre depuis des années.

ON FERME !

On ferme !
Cri du cœur des gardiens du musée homme usé
Cri du cœur à greffer
A rafistolet
Cri d'un cœur exténué
On ferme !
On ferme la Cinémathèque et la Sorbonne avec
On ferme !
On verrouille l'espoir
On cloître les idées.
On ferme !
O.R.T.F. bouclée
Vérités séquestrées
Jeunesse baillonnée
On ferme !
Et si la jeunesse ouvre la bouche
par la force des choses
par les forces de l'ordre
on la lui fait fermer.
On ferme !
Mais la jeunesse à terre
matraquée, piétinée
gazée et aveuglée
se relève pour forcer les grandes portes ouvertes
les portes d'un passé mensonger
périmé
On ouvre !
On ouvre sur la vie
la solidarité
et sur la liberté de la lucidité.

Jacques PREVERT.

Où en sont les CAL

En huit jours, ils ont conquis leur statut contre la circulaire Peyrefitte appelant le corps professoral et les proviseurs à ne reconnaître en aucune façon la réalité des comités d'action lycéen.

Les exemples se multiplient où les professeurs trouvent dans les CAL les interlocuteurs de choix avec qui débroussailler les problèmes urgents posés dans le secondaire. Dans les comités, une chose est acquise : c'est au moment même où la question des examens a été tranchée dans le vif à l'université avec à la clé tout le système d'enseignement qu'il faut poser la question du baccalauréat en dehors des termes gouvernementaux. Il s'agit d'empêcher la mise en place de la sélection pré-universitaire dès l'an prochain, avec la mise en place du Plan Fouchet au secondaire.

Une solution transitoire :

Les lycéens détiendraient un certificat d'aptitudes universitaires après réunion en fin d'année d'un conseil de classe avec représentation des élèves. Devant une décision négative, l'élève pourrait se « rattraper » par un oral.

Reste à résoudre la question des « boîtes privées ».

Depuis l'appel du SNES (Syndicat National de l'Enseignement Supérieur), qui demande à ses membres de se préparer à la grève générale, des perspectives plus larges d'action viennent de s'ouvrir. Les CAL ont d'ores et déjà appelé à occuper les lycées dès le lundi 20 mai. Dans la région parisienne sont déjà en grève : Carnot, Balzac, Mallarmé, Paul-Valéry, Michelet et Rodin. Le mouvement doit s'amplifier en direction de Voltaire, Chaptal, Henri-IV, Buffon, Louis-le-Grand, Charlemagne, Turgot, Condorcet et Jacques-Decour.



Peu à peu, nos ennemis d'hier, au nom d'on ne sait quelle communauté universitaire, soudain mise en avant, se proclament nos amis et usent de leur toge pour proférer des déclarations dont le seul but objectif est de noyer le poisson, de circonscrire le mouvement dans le cadre étroit des facultés.

Les plus dangereux sont les rénovateurs « new style » qui redécouvrent la vieille querelle des anciens et des modernes, voudraient faire croire que les problèmes de l'université peuvent se poser dans ces seuls termes.

Les plans universitaires du gouvernement, les réformes en cours, les projets des colloques de Caen sont modernes. Nous nous battons contre eux plus que contre une vieille université libérale, aujourd'hui inoffensive, et qui se désagrège lentement d'elle-même. Oui, messieurs les patrons de l'université, nous refusons votre hiérarchie, nous demandons l'abolition de vos privilèges et de l'autorité que vous confèrent vos titres. Oui, nous sommes d'accord pour brûler avec vous dans les cours de faculté la toge et l'hermine qui symbolisent un pouvoir, aujourd'hui secondaire parce qu'ébranlé, mais qui demain peut-être dans les facultés vous servira à rasseoir votre autorité obscurantiste. Oui, nous vous attaquerons tant que vous n'y aurez pas

renoncé vous-mêmes. Mais ce qui est décisif n'est pas là.

En faisant croire qu'aujourd'hui des réformes universitaires peuvent transformer fondamentalement l'enseignement supérieur, ces gens-là entretiennent la mystification d'une université qui n'aurait aucun lien au système qu'elle sert.

Moderniser l'université n'est pas suffisant. Ce qui est en cause, c'est le rôle qu'elle joue dans ce système.

M. Zamansky, patron de la faculté des sciences, n'est pas encore revenu sur ses déclarations en faveur de la sélection. Pourtant, il n'hésite pas à multiplier les initiatives, à donner des conseils aux étudiants et aux assistants, à s'ériger de nouveau en mandarin universitaire. Il est un des chefs de file de ce courant composite qui prône la modernisation de l'université. En fait, Zam se sert du mouvement étudiant pour faire fonctionner « son usine » plus rationnellement.

Le directeur de la publication : Jean-Pierre Vigier.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.

Grandes Imprimeries • Paris Centre •
142, rue Montmartre
Paris (2^e)

BERLIN : UNE OPPOSITION EXTRA PARLEMENTAIRE

« Nous souhaitons des mesures sévères contre ces étudiants. Pour éviter tout quiproquo, nous respectons toute opinion, lorsqu'elle s'exprime dans le cadre des règles du jeu de la démocratie. Mais cela ne doit en aucun cas conduire à diffamer les institutions de l'Etat. » Ces mots ne sont pas tirés de « Paris-Jour » ou d'un discours ministériel, ils viennent de Berlin-Ouest où de telles déclarations, depuis maintenant de longs mois, là-bas aussi, sont monnaie courante. De toutes parts, les « extrémistes », les « chahuteurs », la « populace académique » sont l'objet d'une campagne de presse concertée, d'où la population, conditionnée par plusieurs années de titres de journaux, n'est pas absente. Un professeur de Hambourg, le professeur Spuler, a crié contre les étudiants : « Vous devriez finir dans un camp de concentration. » Le récent attentat contre RUDI DUTSCHKE est la conséquence logique de ce conditionnement. Les étudiants de gauche, en attaquant, à Berlin, après la nouvelle de l'attentat, l'immeuble du trust de presse SPRINGER ne s'y sont pas trompés.

LE JEU DE LA DEMOCRATIE

Il faut dire que jusqu'à ces dernières années, le caractère principal de la vie politique allemande était son apathie : une sorte de démocratie parlementaire où chacun joue le « jeu » et où le « bien-vivre » enfin acquis est la valeur morale dominante. Seulement émaillée par quelques scandales retentissants, comme l'Affaire du Spiegel, il y a quelques années, l'activité parlementaire prête seulement à une polémique feutrée. Dans le monde politique, les désaccords de fond se font rares. Pendant les élections, le choix offert aux citoyens est mince ; les programmes se ressemblent : les sociaux-démocrates proclament bien haut leur attachement à la société de l'abondance ; l'argumentation politique fait place aux formules publicitaires. Depuis des années, la répression, puis l'interdiction du P.C.A. avait liquidé toute opposition ; les dirigeants du mouvement ouvrier allemand, vieillissants, allaient finir dans l'inactivité à l'Ouest, ou, en R.D.A., dotés d'une confortable pension gouvernementale. En 1959, à son congrès de Bad Godesberg, la S.P.D. allait abandonner toute référence au marxisme et au socialisme, mettant un point final à une transformation depuis longtemps effectuée. Briguant clairement le rôle de parti de gouvernement, elle rentrait dans le rang, en se lavant de cette couleur écarlate, qu'elle n'avait pourtant plus mais qu'on lui reprochait encore.

La participation du S.P.D. au gouvernement de grande coalition et son approbation des « lois sur l'état d'urgence » visant à transformer la structure de l'Etat et à préparer le cadre constitutionnel d'une dictature, montre clairement à ceux qui en doutaient encore que cette évolution est aujourd'hui un fait acquis et irréversible. En même temps le processus d'intégration du mouvement ouvrier et des syndicats s'est accentué. La constitution des « betriebsräte », commissions permanentes de conciliation entre patrons et ouvriers (où ces derniers sont la plupart du temps en minorité), laissent aux syndicats, dans le meilleur des cas, le rôle de groupe de pression, dans le pire, celui d'un organisme d'intégration quasi vertical, dispensateur de l'idéologie nationale : l'anticommunisme. Cet anticommunisme est le pain quotidien du trust de presse Springer, qui contrôle la très grande majorité des publications allemandes.

LA FIN DU « MIRACLE »

Pourtant, en Allemagne, derrière le même refrain, beaucoup de choses ont changé en quelques années : le miracle allemand jette le masque. Berlin-Ouest n'est plus qu'une vitrine démodée du monde libre. A l'Est la reconstruction du pays et le développement économique ne font plus échos aux clichés anticommunistes, généreusement distribués, qui jusque-là définissaient la raison d'être de l'Allemagne de l'Ouest, sa politique, son idéologie et par dessus tout sa cohésion sociale. Contrairement à Kennedy, Johnson n'est pas venu devant le « mur de la honte » se prêter au rituel et dire : « ICH BIN EIN BERLINER », en même temps à l'Ouest des difficultés économiques nouvelles sont venues fissurer l'autosatisfaction générale. Alors que Erhard proclamait sa volonté d'aller plus loin dans la construction d'une société plus « intégrée », où chaque institution drainerait les efforts

de tous vers les intérêts de quelques-uns, apparaissent peu à peu les premières fissures politiques. La grande coalition entre chrétiens et sociaux-démocrates allait engendrer ses contraires ; l'Allemagne n'était plus le fer de lance de l'Occident ; c'est Da-nang qui remplaçait Berlin.

Le N.P.D. allait reprendre de manière militante le flambeau du revanchisme et appeler l'avènement d'un nouvel homme fort. De l'autre côté, les étudiants firent bien vite l'apprentissage des limites de « leur » démocratie et de ses « règles du jeu ».

IDIOTS SPECIALISES

L'origine de cette prise de conscience remonte à plus de deux ans : le 8 avril 1965 le Recteur de l'Université libre de Berlin-Ouest interdisait la venue du journaliste E. KUBY, qui devait parler devant les étudiants à l'occasion du 20^e anniversaire de la capitulation du fascisme. Dès ce moment-là, l'Université libre allait peu à peu devenir à la fois le foyer mobilisateur et le point d'appui d'une nouvelle opposition. Cette interdiction fut le point de départ de conflits nombreux entre les étudiants et le corps académique. A Berlin, comme un an plus tôt à l'Université de Berkeley, les étudiants proclamaient leur volonté d'inviter « n'importe qui, n'importe quand, pour parler sur n'importe quel sujet ». Se conjuguant avec ces conflits, les premières tentatives de contrôle de l'Université par l'économie allaient donner aux luttes étudiantes un nouveau terrain d'ancrage. A travers ces luttes, aux yeux des étudiants, un premier masque allait tomber : celui du libéralisme dans lequel ils avaient été éduqués, celui de l'autonomie d'une Université sur laquelle ils croyaient exercer un pouvoir. L'Université allait apparaître comme un élément fondamental du système et, au fil des conflits, la bureaucratie académique, perdant son auréole, comme un autre instrument de ce système. La lutte pour la démocratisation de l'Université s'exprimait par le refus d'être « un idiot spécialisé », bénéficiant d'une certaine formation scientifique mais servant le régime à sa manière et avec ses outils propres. Cette révolte allait peu à peu trouver son débouché dans un refus de la société elle-même et de son système de manipulation de l'individu. La lutte pour la réforme de l'Université faisait ainsi place à sa critique radicale, permanente et organisée, par des critiques publiques de cours et la constitution dans le campus universitaire d'une « UNIVERSITE CRITIQUE », gérée par les étudiants, ouverte à tous, réalisant l'unité entre leurs luttes politiques et leur refus de l'Université.

CONTRE L'AUTORITE

Le 2 juin 1967, au cours d'une manifestation contre le Chah d'Iran, l'assassinat d'un étudiant, Benno Ohnesorg, par un policier avait accentué cette évolution ; la protestation humanitaire contre la guerre du Vietnam était peu à peu devenue une protestation politique ; l'oppression des U.S.A. sur le tiers monde, la complicité active du gouvernement fédéral, comme l'aliénation à laquelle l'individu est soumis dans les métropoles apparemment vite aux étudiants comme les deux faces d'une même politique. Depuis le 2 juin le mouvement a fait tache d'huile dans toute l'Allemagne ; depuis lors les milliers de manifestants qui, dans toutes les villes, portèrent le deuil de BENNO OHNESORG se sont retrouvés dans d'autres manifestations à l'extérieur de l'Université comme à l'intérieur : en novembre, à Berlin, alors que le meurtrier de Ohnesorg était acquitté par le tribunal et que, quelques jours plus tard, l'étudiant Fritz Teufel, accusé, sans preuve tangible, d'avoir lancé des pierres sur la police, allait passer en jugement après avoir fait plusieurs mois de prison préventive ; à l'Université libre de Berlin, en janvier, où les étudiants en langue romane, devant le refus de discuter des autorités académiques, enfonçaient la porte du bureau rectoral ; leur geste montrait qu'ils n'attendaient pas des réformes ou des négociations de couloir ; ce qui était en cause, c'était leur statut d'instrument sans pouvoir, dans une Université délibérément au service du système ; à Bielefeld même, une « calme » petite ville d'Allemagne Fédérale, où de jeunes apprentis ont, une nuit, rempli de goudron tous les rails des tramways municipaux. Si le niveau de conscience politique des jeunes de Bielefeld ou des lycéens qui manifestent contre la discipline

n'est pas pour le moment le même que celui des étudiants de Berlin, leur action est le signe d'une révolte qui s'organise et qui mûrit à travers la discussion politique. « Le mécontentement latent et très abstrait envers l'ordre établi, les expériences dans la rue, les explications dans les meetings, la pression de l'extérieur, comme la conviction consciente ou inconsciente que la société établie est coupable de l'atrophie personnelle, physique et spirituelle, contribua à créer une disposition psychique et à faire naître des tendances antiautoritaires », explique Rudi Dutschke. Ce mouvement antiautoritaire brise pour une part avec la tradition du mouvement étudiant et de la gauche européenne. Il a emprunté au mouvement américain beaucoup de ses formes d'action : sit-in, go-in... Là, les meetings enfumés d'étudiants ne sont pas les manifestations rituelles, oratoires et ennuyeuses que nous avons longtemps connues. On sait y rester cinq heures, dix heures s'il le faut, pour discuter en détail la stratégie et la tactique, pour convaincre, former et informer. En même temps l'absence de tout parti d'opposition et de toute organisation révolutionnaire a joué un grand rôle dans le développement de l'opposition étudiante. Selon ses propres termes, le S.D.S. constitue aujourd'hui, en Allemagne Fédérale, la « seule organisation socialiste intacte ». Se trouvant ainsi directement investi d'une grande responsabilité dans la constitution d'une extrême gauche allemande, le S.D.S. a accéléré la radicalisation du mouvement. Cette radicalisation, l'appareil d'Etat, ses officiels et sa presse en ont bien compris l'enjeu. Au départ, cherchant à le minimiser, on attribuait le mouvement au mécontentement naturel de la jeunesse et l'on schématisait la critique radicale des étudiants en un réconfortant conflit de générations ; puis, très tôt, c'est une campagne de presse hystérique qui répondit à l'agitation étudiante. Le lendemain de l'assassinat de l'étudiant Ohnesorg par un policier en civil, le journal de Springer, BILD, justifiant le meurtre, osait écrire, en parlant des étudiants : « ... Il ne leur suffit pas de faire du bruit, il leur faut voir du sang. Ils agitent le drapeau rouge. Ici s'arrête la plaisanterie, le compromis et la tolérance démocratique. » Aujourd'hui, après les manifestations contre Springer, les autorités appellent la population à se débarrasser des extrémistes. Ces dernières semaines on a sérieusement évoqué dans les cercles gouvernementaux la possibilité d'une interdiction du S.D.S.

1^{er} MAI A BERLIN

Les étudiants socialistes allemands, les jeunes et les lycéens qu'ils ont entraînés, savent que leur mouvement n'a pas d'avenir durable sans une liaison véritable avec la classe ouvrière allemande. Ils ne se satisfont pas de la proclamation abstraite de la nécessité d'une jonction entre luttes étudiantes et ouvrières. Ils savent aussi qu'une telle liaison passe par un travail patient avec certaines sections syndicales et certains délégués d'entreprise. Ils savent aussi que le développement des luttes politiques et syndicales à l'Université en est une condition ; dans une société où le mouvement ouvrier est quasi totalement intégré et où une nouvelle Sainte Alliance manipule la population pour mieux les isoler, les jeunes, les étudiants et les intellectuels qui ont formé cette nouvelle « opposition extra-parlementaire » sont conscients que leur mouvement en est arrivé à un point critique. Refusant le populisme comme l'ouvriérisme, ils font aujourd'hui de l'Université le terrain de luttes spécifiques, mais aussi le point d'appui de luttes qui doivent s'étendre au-delà.

Au cours de la manifestation de solidarité avec le Vietnam qui s'est déroulée le 17 février dernier, des ouvriers du bâtiment brisèrent le drapeau du F.N.L. que les manifestants avaient accrochés sur le faite d'un chantier. J. Agnoli, assistant à l'Université libre de Berlin, déclara au micro que ce serait peut-être ces ouvriers qui, un jour, dresseraient le drapeau rouge au sommet de l'immeuble du trust de presse Springer ; c'était là exprimer, au-delà de l'amertume, la conscience nouvelle de très nombreux étudiants que l'enjeu de leurs luttes rejoignait celui, général, des producteurs dépossédés de leurs moyens de production.

Le 1^{er} mai, à Berlin, pour la première fois depuis de nombreuses années, 25 000 personnes, dont de très nombreux jeunes travailleurs, participaient à une manifestation dans les quartiers populaires.

